



---

## MARCHÉ DE CONTROLE TECHNIQUE ET MARCHÉ DE COORDINATION DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

---

### RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

---

MARCHÉS PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

MARCHÉS PASSÉ PAR LOTS SÉPARÉS

MARCHE N°2026-002-PI.1 (LOT 1 : MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE)  
MARCHE N°2026-002-PI.2 (LOT 2 : MARCHE DE COORDINATION SPS)

#### OBJET DU MARCHÉ :

Marchés de Contrôle Technique et de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé pour la rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME – Résidence Colette - CROUS Bourgogne Franche-Comté

Pouvoir adjudicateur : **CROUS Bourgogne Franche-Comté**

Adresse : 32 avenue de l'Observatoire 25000 Besançon

Assistance Technique à Maitrise d'Ouvrage : **SEDIA**

Adresse : 6 rue Louis Garnier 25000 Besançon

Point de contact administratif et technique : Elodie Seigneur [e.seigneur@sedia-bfc.fr](mailto:e.seigneur@sedia-bfc.fr)

Date limite de réception des offres : **19 février 2026** .....

Heure : **12h00**.....

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
1.1 NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS .....	3
1.4 MARCHÉ RESERVE .....	4
1.5 LIMITE A LA SOUS-TRAITANCE .....	4
1.6 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS .....	4
<b>ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1 PROCEDURE DE PASSATION MISE EN ŒUVRE .....	4
2.2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
2.3 VARIANTES .....	5
2.4 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	5
2.5 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	5
2.6 MODE DE DEVOLUTION .....	5
2.7 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	6
2.8 DECOMPOSITION EN PARTIE TECHNIQUES .....	6
2.9 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
2.10 VISITE DES LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	6
<b>ARTICLE 3 RETRAIT DU DOSSIER.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
4.1 ÉLÉMENTS NECESSAIRES A LA SELECTION DES CANDIDATURES.....	7
4.2 ÉLÉMENTS NECESSAIRES AU CHOIX DE L'OFFRE .....	8
<b>ARTICLE 5 JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE.....</b>	<b>9</b>
5.1 CRITERES .....	9
5.2 VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE .....	9
<b>ARTICLE 6 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>10</b>
6.1 CONDITIONS DE LA DEMATERIALISATION .....	10
6.2 MODALITES D'ENVOI DES PROPOSITIONS DEMATERIALISEES .....	11
6.3 MODALITES DE SIGNATURE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	12
<b>ARTICLE 7 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>12</b>

## ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

### 1.1 Nature et étendue des prestations

#### Le marché est alloti :

Le marché qui sera conclu à la suite de la procédure engagée aura pour objet :

- Lot n°1 : Marchés de Contrôle Technique pour la rénovation énergétique et restructuration du bâtiment Gérôme – Résidence universitaire Colette du CROUS de Besançon
- Lot n°2 : Marchés de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour la rénovation énergétique et restructuration du bâtiment Gérôme – Résidence universitaire Colette du CROUS de Besançon

Le bâtiment GEROME a été construit en 1966. Il est d'une superficie de 3 443 m<sup>2</sup>, il compte actuellement 174 chambres « confort ».

La résidence est classée comme bâtiment d'habitation de 3ème famille B, selon l'arrêté du 31/01/1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

La rénovation/réhabilitation de la résidence vise à permettre un taux d'occupation de 100 % sur l'année.

Les travaux permettront de répondre aux enjeux suivants :

- Qualité des lieux de vie pour les étudiants et le personnel afin de pouvoir prétendre à la labellisation AVUF
- Qualité de la conception et de la prévention Performance énergétique du bâtiment, performance environnementale et performance économique
- Rénovation globale du bâti, des espaces extérieurs, des réseaux et mise à jour des systèmes
- Une réponse aux enjeux de l'économie locale durable et de l'économie circulaire

(voir programme des travaux en Annexe)

Lieu d'exécution : 19, chemin de l'Épitaphe à Besançon (25000)

Montant prévisionnel des travaux : 3 800 000€ HT

Cette prestation est divisée en **2 lots**.

Lot n° 1 : **Contrôle technique**

Lot n° 2 : **Coordination Sécurité et Protection de la Santé**

### 1.2 Décomposition en tranches

Il n'est prévu pas prévu de décomposition en tranches.

### 1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

À titre indicatif, on peut prévoir que les prestations commenceront au mois de : **Février 2026**

La durée prévisionnelle du marché est décomposée comme suit :

- Périodes « Conception » et « Réalisation » : **20 mois** à compter de la notification du marché.

Reconduction :

Le marché ne sera pas reconduit

#### **1.4 Marché réservé**

Le marché n'est pas réservé

#### **1.5 Limite à la sous-traitance**

Sans objet.

#### **1.6 Conditions de participation des concurrents**

Chaque marché pourra être attribué à une entreprise seule ou à un groupement d'entreprises.

Conformément à l'article R 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Concernant le lot n°1:

La consultation est réservée aux contrôleurs techniques bénéficiant de l'agrément prévu par l'article L125-3 du code de la construction et de l'habitation, délivré par le ministre chargé de la construction. Cet agrément doit être valide. Faute de fournir ce document, la candidature du soumissionnaire sera éliminée.

L'activité de contrôleur technique est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage (article L125-3 du Code de la construction et de l'habitation).

Concernant le lot n°2:

Conformément à l'article R 4532-19 du Code du travail, une personne physique qui exerce la fonction de Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, en son nom propre ou au nom de l'organisme qui l'emploie, ne peut pas être chargée de la fonction de Contrôleur technique prévue à l'article L. 125-3 du code de la construction et de l'habitation dans le cadre d'une même opération de bâtiment ou de génie civil.

Cette personne ne peut pas être chargée d'une autre fonction dans le cadre de la même opération.

### **ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION**

#### **2.1 Procédure de passation mise en œuvre**

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur, dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, et selon les modalités particulières suivantes :

##### **La procédure de mise en œuvre est une procédure ouverte**

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. Il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres. Il pourra alors examiner uniquement la (ou les) candidatures du (ou des) candidats les mieux classés.

Sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Après procédure infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lancer une procédure avec négociation limitée le cas échéant aux seuls candidats ayant remis une offre.

## 2.2 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

### Commun aux deux lots :

- Le présent Règlement de Consultation (commun aux deux lots)
- Programme de l'opération (incluant le planning de l'opération)

### Lot 1 – Contrôle technique

- Acte d'engagement lot 1
- Annexe 1– Décomposition du temps d'intervention et du prix forfaitaire
- CCAP lot 1
- CCTP lot 1
- Annexe 2 information relative à l'ouvrage

### Lot 2 : Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé

- Contrat valant Acte d'engagement et CCAP - Lot 2
- Annexe 1– Décomposition du temps d'intervention et du prix forfaitaire
- CCTP lot 2
- Annexe 2 Le Cahier des clauses communes relatif aux règles et modalités pratiques de coopération entre le coordinateur et les autres intervenants dans l'acte de construire élaboré sur le fondement de l'article R.4532-6 du Code du travail ;

## 2.3 Variantes

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

## 2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle

## 2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date de remise des offres.

## 2.6 Mode de dévolution

La prestation est divisée en lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Chaque marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

En cas de constitution d'un groupement,

Dans le cas où il ne revêtirait pas cette forme, lors du dépôt de sa candidature ou de son offre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☐ Un lot
- ☐ Nombre maximal de lots : .....
- ☒ L'ensemble des lots

Le nombre maximal de lots pouvant être attribués au même soumissionnaire est fixé à 2 (deux).

Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- ☐ Oui pour les lots suivants : .....
- ☒ Non pour les lots suivants : tous les lots...

## 2.7 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 2.8 Décomposition en partie techniques

Les missions sont décomposées en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI 2021.

## 2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.10 Visite des lieux d'exécution du marché

La visite n'est pas obligatoire.

## ARTICLE 3 RETRAIT DU DOSSIER

### Cas général : DCE dématérialisé

**Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.**

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)

Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)

Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)

.docx ou .xlsx ou .pptx (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, Open office, ou encore la visionneuse de Microsoft....)

Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargés gratuitement sur le profil d'acheteur.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique : <https://www.marches-publics.gouv.fr/faq/?token=751b09e2-5e8f-44bc-88f3-58c6cb717be0>

#### ARTICLE 4 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français.

##### 4.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

**Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :**

- 1/ **Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent)** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

- 2 /**Une déclaration sur l'honneur** (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 complété sur ce point ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

- 3 /**Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :**

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

##### LOT 1 – Contrôle technique :

Agrément ministériel du contrôleur technique chargé d'effectuer la mission

##### LOT 2 – Coordination Sécurité et Protection de la Santé :

Justificatif de la certification pour l'exercice de la mission de coordination de sécurité et protection de la santé correspondant à la catégorie de l'opération, en cours de validité.

## **COMMUNS AUX DEUX LOTS :**

- Capacité économique et financière :  
L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle  
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (ou DC2)
- Capacités techniques et professionnelles :  
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années  
Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le maître d'ouvrage. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration du candidat  
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

### **Capacités techniques et professionnelles :**

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 2/ et 3/ ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché. En ce cas, il pourra produire une attestation du sous-traitant actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution du marché, selon les modalités fixées à l'article 6.3.

### **Pour la présentation des éléments de leur candidature :**

Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Dans le cadre d'un marché alloti, les candidats pourront remettre leurs pièces candidature une seule fois pour l'ensemble des lots auxquels ils candidatent. En revanche, une offre devra être remise pour chacun de ces lots.

**Il est précisé aux candidats les éléments de candidature sont à présenter dans des dossiers séparés et non dans un seul fichier.**

## **4.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre**

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un dossier "Offre" comprenant:

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 (cadre de décomposition du temps d'intervention et du prix forfaitaire) dûment complétés
- Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations (annexe 2 de l'acte d'engagement)
- Un mémoire méthodologique faisant apparaître :
  - la bonne appréhension du programme et des enjeux de l'opération ;
  - la méthode d'intervention et les moyens utilisés pour mener à bien chaque phase de la mission ;
  - la présentation du profil des intervenants appelés à travailler sur chaque mission en précisant leurs compétences et expériences.

Le cadre d'acte d'engagement n'a pas à être signé par les candidats. L'acte d'engagement sera signé par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci.

**Il est précisé aux candidats que les éléments de l'offre sont à présenter dans des dossiers séparés et non dans un seul fichier.**



## ARTICLE 5 JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

### 5.1 Critères

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

#### Critères de sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Garanties et capacités professionnelles, techniques et financières

#### Critères de jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection selon la pondération suivante :

CRITERE	PONDERATION
Valeur technique	60%
Prix	40%

#### Critère n°1 – Valeur technique (60%) :

La valeur technique sera appréciée à partir du mémoire technique faisant apparaître :

- la bonne compréhension du programme et des enjeux de l'opération ;
- la méthode d'intervention et les moyens utilisés pour mener à bien chaque phase de la mission ;
- la présentation du profil des intervenants appelés à travailler sur chaque mission en précisant leurs compétences et expériences.

#### Critère n°2 – Prix des prestations (40%) :

La note du critère prix sera calculée suivant la règle suivante :

Notation des offres des en fonction du prix le plus bas					
Proportionnalité inverse du prix (note 40 attribuée au prix le plus bas)					
Classement des offres	Offre n° 1	Offre n° 2	Offre n° 3		...
Montant de l'offre	Prix n° 1 (P1)	P2	P3		...
Notation	40	$P1/P2 \times 40$	$P1/P3 \times 40$		...

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

### 5.2 Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :

Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents

Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail

Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13

Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants :

L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

**Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur :**

**<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>**

Si le candidat adresse plusieurs candidatures et/ou offres différentes, seule la dernière candidature et/ou offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Attention, en conséquence, tout nouveau dépôt d'une candidature et/ou d'une offre doit comporter l'ensemble des documents requis au titre du présent règlement. A défaut, la candidature sera jugée irrecevable et/ou l'offre irrégulière. Conditions de la dématérialisation.

### **6.1 Conditions de la dématérialisation**

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les candidats sont informés qu'il est nécessaire d'anticiper le dépôt de leur réponse à la consultation afin d'éviter tout aléa lié au téléchargement des pièces sur la plateforme de dématérialisation. Il est en conséquence recommandé de procéder au dépôt des pièces visées au présent règlement de consultation au plus tard 24 heures avant la date limite de réceptions des offres.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

standard .zip

Adobe® Acrobat®.pdf

Rich Text Format.rtf

.docx ou .xlsx ou .pptx

.odt, .ods, .odp, .odg

le cas échéant, le format DWF

ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".

ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

## 6.2 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Chacun des "dossiers" ou "répertoires" électroniques intégrés dans le "pli" électronique transmis formant la candidature ou l'offre devront être nommés de la façon suivante :

- **CROUS BAT.GEROME-LOT n°...**

En cas de marché alloti, les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit dans ce cas être sans ambiguïté. Le pouvoir adjudicateur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

### En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

**Copie de sauvegarde :** Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique

une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde pourra être remise :

☒ par voie dématérialisée selon les modalités suivantes : clé USB

Si à l'article 6.3 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

CROUS Bourgogne Franche Comté

Direction du patrimoine

32, avenue de l'Observatoire

25000 BESANCON

Offre pour :

Lot n°1 Marchés de Contrôle Technique pour la rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME – Résidence Colette - CROUS Bourgogne Franche-Comté

Lot n°:2 Marchés de Coordination de la Sécurité et de Protection de la Santé pour la rénovation et réhabilitation du bâtiment GEROME – Résidence Colette - CROUS Bourgogne Franche-Comté

Candidat :

.....

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

### 6.3 Modalités de signature des candidatures et des offres

**Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.**

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.

**Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.**

Le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1er octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

### ARTICLE 7 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Une réponse sera alors adressée au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.